

Questions orales

ment sera l'occasion de démontrer fièrement que le français est bel et bien vivant en Ontario et que la francophonie tient à ce que le Québec demeure dans le Canada.

Demain, nous, les francophones de l'Ontario, diront «pouf» à tous ceux et celles qui veulent nous voir disparaître pour justifier la séparation du Québec.

* * *

[Traduction]

LE RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS

M. Ian McClelland (Edmonton—Sud—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, hier, lors d'un discours devant des milliers de partisans du non, le premier ministre a déclaré aux Québécois qu'il n'était pas opposé à des changements, au Canada, s'ils votaient non.

Le Parti réformiste réclame depuis longtemps un fédéralisme renouvelé sans modifications constitutionnelles et, dans ce but, il a présenté un plan en 20 points pour moderniser et décentraliser le Canada.

En adoptant le document de politique du Parti réformiste pour une nouvelle confédération, toutes les provinces du Canada profiteraient d'une décentralisation des pouvoirs. De plus, ce plan en 20 points permettrait de réformer nos institutions et pourrait conduire à une meilleure représentation des populations et des régions du Canada.

Ce qui est plus important encore, en adoptant le plan, les changements pourraient être faits sans avoir de longues négociations fédérales-provinciales, comme ce fut le cas pour l'Accord du lac Meech ou celui de Charlottetown.

[Français]

Monsieur le Président, pour tous les Canadiens, je souligne que le non ne signifie pas le statu quo.

* * *

LA CONSTITUTION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre du Canada a déclaré hier, et je le cite: «En votant non, nous rejetons l'option de la séparation. Un non n'équivaut pas à renoncer à quelque position que ce soit relative à la Constitution canadienne. Nous garderons ouvertes toutes les autres voies de changement, y compris les voies administrative et constitutionnelle.»

Lundi prochain, les Québécois et les Québécoises vont devoir se prononcer non seulement sur l'avenir du Québec, mais indirectement sur l'avenir du Canada.

Les revendications du Québec trouvent de plus en plus leur écho dans un nombre d'autres provinces canadiennes.

Les changements tant souhaités par nombre de nos concitoyens ne pourront se réaliser qu'en votant non. Le 30 octobre prochain, nous sommes confiants que les Québécois et les Qué-

bécoises voteront non à la rupture du Canada et qu'ils choisiront de continuer à travailler à l'amélioration de notre grand pays.

* * *

LA CONSTITUTION

M. Laurent Lavigne (Beauharnois—Salaberry, BQ): Monsieur le Président, le cynisme du premier ministre du Canada atteint cette semaine des sommets inégalés. Après avoir déclaré qu'il avait toujours appuyé le concept de société distincte alors qu'il l'avait combattu dans l'Accord du lac Meech, le premier ministre a dit hier dans son discours, à Verdun, que tout changement constitutionnel touchant le Québec se ferait avec l'accord des Québécois.

Venant de celui-là même qui a imposé aux Québécois la Constitution canadienne, quand le Parti libéral du Québec et le Parti québécois s'y opposaient solidairement, cette déclaration absurde souligne la panique qui s'est emparée du camp du non.

Les Québécois ne sont plus à l'heure des faux-fuyants. Les Québécois voteront oui le 30 octobre, pour dénoncer le rapatriement d'une Constitution qui leur a été imposée en 1982 par l'actuel premier ministre du Canada. Les Québécois voteront oui pour se donner un véritable rapport de force pour négocier debout et d'une seule voix. Les Québécois voteront oui le 30 octobre pour se donner leur pays.

* * *

L'UNITÉ NATIONALE

Mme Pierrette Ringuette—Maltais (Madawaska—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, le camp du non a tenu hier un très important rassemblement à Verdun. Les militants s'étaient déplacés en grand nombre afin de venir entendre les chefs de la coalition du non leur parler de l'avenir du Canada au lendemain du référendum.

Ces milliers de Québécoises et de Québécois ont été ravis d'entendre leurs chefs réaffirmer leur profond attachement au Canada et leur confiance en l'avenir de notre pays.

Le Canada est un pays qui évolue sans cesse. Un non au référendum permettra la poursuite de cette évolution dans le sens des demandes du Québec et des autres provinces, alors qu'un oui au référendum signifie la brisure, la rupture, la fin du Canada. Et cela, les Québécois et les Québécoises n'en veulent pas et voteront non.

QUESTIONS ORALES

● (1415)

[Français]

LA CAMPAGNE RÉFÉRENDAIRE

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, hier, dans le cadre de la campagne référendaire, à l'occasion d'un